



CTB



RAPPORT FINAL

**INTERVENTION « ACTION PILOTE DE PRE-COLLECTE
SYSTEMATIQUE ET PAYANTE DES ORDURES
MENAGERES AU NIVEAU DES QUARTIERS CENTRAUX DE
SIKASSO – PAEX » MLI 0401511**



Table des matières

TABLE DES MATIERES	2
FICHE D'INTERVENTION	4
APPRECIATION GENERALE	5
PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES	6
1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	6
1.1 CONTEXTE	6
1.2 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	8
2 RESULTATS ATTEINTS	10
2.1 MATRICE DE MONITORING	10
2.2 ANALYSE DES RESULTATS	11
3 DURABILITE	17
4 APPRENTISSAGE	20
4.1 ENSEIGNEMENTS TIRES	20
4.2 RECOMMANDATIONS	22
PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL)	23
1 SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL	23
2 DEPENSES	24
3 TAUX DE DECAISSEMENT DE L'INTERVENTION	28
4 PERSONNEL DE L'INTERVENTION	29
5 MARCHES PUBLICS	30
6 ACCORDS D'EXECUTION	35
7 ÉQUIPEMENTS	35
8 CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRE DU DTF :.....	37
9 MATRICE DE MONITORING COMPLETE	37
10 OUTILS ET PRODUITS	37

ACRONYMES

BM	Banque Mondiale
CET	Centre d'Enfouissement Technique
COTAPE	Coordination des Travailleurs de l'Assainissement et de la Protection de l'Environnement
CTB	Coopération Technique Belge
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
GIE	Groupement Intérêt Economique
M&E	Monitoring et évaluation
MONOP	Operational Monitoring Dashboard
OBA	Output BasedAid
PACUM	Projet d'appui aux communes urbaines du Mali
PAEX	Programme d'Appui en Expertises
PAREC	Programme d'Appui à la Réalisation des Etudes et Consultations
PAS	Projet d'Appui à l'Assainissement
PNA	Politique Nationale d'Assainissement
SACPN	Service Assainissement Contrôle des Pollutions et des Nuisances
SMART	Spécifique, mesurable, acceptable, pertinent, temporel
SMCL	Structure mixte de concertation locale
SNV	NetherlandsDevelopment Organisation (Organisation Néerlandaise de Développement)

Fiche d'intervention

Nom de l'intervention	Programme d'Appui en Expertises
Code de l'intervention	MLI 0401511
Localisation	Mali, Sikasso
Budget	
Institution partenaire	Mairie de Sikasso et DRACPN Sikasso
Date de démarrage de l'intervention/Ouverture du comité de pilotage	15/8/2010
Date de fin de la convention spécifique	31/12/2014
Groupes cibles	Les travailleurs de l'assainissement, La division municipale de gestion des déchets, Les ménages, Le service gestion du CET.
Impact ¹	Amélioration durable des conditions d'assainissement des quartiers centraux de Sikasso
Outcome	La filière de gestion des déchets ménagers est constituée et opérationnelle dans les quartiers centraux
Outputs	Les ménages ont accès à un service de pré-collecte durable, correspondant à leurs ressources mobilisables (dans les quartiers centraux) L'enlèvement des ordures ménagères provenant des quartiers centraux vers le CET est organisé Les coûts récurrents de l'enlèvement des ordures pré-collectées vers la décharge commencent à être pris en charge par la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
Budget total de l'intervention	745759,30 euros
Période couverte par le rapport	2010-2014

¹ L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

Appréciation générale

Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :	Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :
<p>C'est la première intervention de ce type à Sikasso, ou le renforcement d'expertise et l'attribution d'aides au démarrage basées sur des critères d'efficacité et d'efficience se combinent.</p> <p>L'intervention s'est bien déroulée ; elle a permis de renforcer les capacités de la mairie et des GIE tout en mettant en exergue les attributions et les responsabilités des différents acteurs.</p> <p>La mairie a également appris à évaluer le travail des opérateurs privés, prestataire de service pour la pré collecte.</p>	<p>L'intervention s'est déroulée de manière satisfaisante, grâce à l'implication et la détermination des principaux acteurs de terrain. Cette intervention a permis de faire prendre conscience aux acteurs de terrain, des aspects et des enjeux techniques, institutionnels, financiers et organisationnels de la gestion intégrée des déchets solides.</p>
Notez votre appréciation générale de l'intervention ² :	Notez votre appréciation générale de l'intervention ³ :
Satisfaisant	Satisfaisant
Fonctionnaire exécution nationale ⁴	Fonctionnaire exécution CTB ⁵
Gaoussou LY	Nadine Dulac

² Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

³ Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

⁴ Nom et signature

⁵ Nom et signature

PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

1.1.1 Contexte général

La coopération belge au Mali intervient depuis 2002 dans le secteur de l'assainissement avec la mise en œuvre du Projet d'Appui à l'Assainissement (PAS) de la ville de Sikasso (MLI/01/007). Ce projet a permis la construction d'installations spécialisées pour le pré stockage et le traitement des déchets, et plus particulièrement la réalisation du premier Centre d'Enfouissement Technique (CET) au Mali. Le projet a également financé l'acquisition d'équipements pour le transport⁶ et le traitement⁷ des déchets ménagers.

Avant le PAS, la ville ne disposait pas de systèmes de gestion des ordures ménagères, conduisant la grande majorité des ménages à se débarrasser de leurs déchets sur les voies publiques⁸ ou dans les champs agricoles environnants. Certains opérateurs de l'assainissement commençaient à s'organiser avec la création de la Coordination des Travailleurs de l'Assainissement et de la Protection de l'Environnement (COTAPE).

Pour renforcer la fonctionnalité du PAS, la Direction Nationale de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) a introduit en 2006 puis en 2008, une demande pour de l'assistance technique et la réalisation d'une stratégie technologique, organisationnelle et institutionnelle de gestion des ordures ménagères de Sikasso. Cela a conduit à la mise à disposition, en Août 2010, d'un conseiller en renforcement des capacités dans la gestion intégrée et durable des déchets⁹, financé par le Programme d'Appui en Expertises (PAEX).

Le déroulement de l'intervention a été influencé par le contexte politique et sécuritaire qui a entraîné, à deux reprises, la relocalisation du conseiller et la gestion de l'intervention à distance. L'objectif global de l'intervention visant l'amélioration des conditions de vie des populations, elle n'a pas souffert outre mesure de la période de suspension partielle de la coopération entre le Royaume de Belgique et le Mali. Les élections présidentielles et législatives ont également perturbées la tenue du calendrier des activités de sensibilisation et de communication, les élus de la mairie, les notables et les dignitaires des quartiers étant souvent indisponibles.

1.1.2 Le contexte institutionnel

L'intervention s'est alignée avec les orientations politiques maliennes en matière de transfert des compétences de l'état vers les collectivités territoriales, d'assainissement urbain et de gestion des déchets solides.

⁶ Camion de levage de type ampliroll

⁷ Les déchets sont compactés et recouverts de terre

⁸ Nombre de dépôts sauvages :> 200

⁹ Se basant sur le principe du pollueur payeur

La Mairie de Sikasso a été désignée la tutelle administrative de l'intervention¹⁰ de l'intervention. La Direction Régionale de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DRACPN) a été désignée comme la tutelle technique de l'intervention.

L'objectif global de l'intervention PAEX à Sikasso était de garantir un accompagnement technique, institutionnel et organisationnel post-projet PAS et d'aider à mieux faire fonctionner le CET tout en renforçant la technicité, la rentabilité et la gestion de l'assainissement par la Mairie. En effet, c'est à la mairie de Sikasso que revenait, avec l'appui technique de la DRACPN, la gestion effective, le suivi et le contrôle des mécanismes et des infrastructures mis en place.

L'intervention poursuivait trois résultats complémentaires.

Le premier résultat, visait l'introduction d'un service de pré collecte des déchets organisé, durable et payant par les GIE ou coopératives dans les quartiers centraux de Sikasso et basé sur l'adhésion volontaire des ménages.

Le deuxième résultat, complémentaire au précédent, concernait le fonctionnement régulier du transport des déchets vers le CET.

Le troisième résultat inscrivait dans la volonté d'améliorer le recouvrement des dépenses de transport des déchets vers le CET, basé sur les ressources fiscales municipales (taxes ou redevances).

L'intervention a également introduit des demandes de financement éligibles au Programme d'Appui à la Réalisation d'Etudes et de Consultations (PAREC)¹¹ et permis la réalisation de voyages d'études au Cameroun et en France et la réalisation de l'audit technique et du plan d'exploitation du CET. L'intervention a pu compter sur le financement par l'état malien¹² des dépenses de transport et de gestion du CET. Ce budget de fonctionnement est la contribution du Mali au projet PAS.

1.1.3 Modalités d'exécution

En tant qu'organe d'exécution pour la mise en œuvre de PAEX et conformément aux usages administratifs, comptables et financiers du mode en régie belge, la coopération technique belge (CTB) représentée par son représentant résident au Mali, a assuré la gestion financière, la gestion des marchés publics, la gestion de la trésorerie, la gestion des décaissements et la comptabilité de l'intervention.

Un plan opérationnel détaillé, servant de document de référence pour l'ensemble des parties prenantes (conseiller, administrations de tutelle, bénéficiaires) a été préparé pour encadrer la mise en œuvre et le suivi de la deuxième phase (mise en œuvre de la stratégie dans les quartiers centraux). L'outil de gestion opérationnel MONOP a aussi été utilisé.

Des contrats d'aide au démarrage ont été passés entre la CTB et les travailleurs de

¹⁰ Le cadre légal est la convention spécifique relative au Programme d'Appui en Expertise (PAEX), signée le 31 Août 2009 entre la République du Mali et le Royaume de Belgique.

¹¹ Régi par une autre convention spécifique de 2004

¹² Au travers d'un budget spécial de fonctionnement annuel de l'ordre de 36 millions de FCFA

l'assainissement. Les conditions d'éligibilité et de décaissement incluait des critères d'efficacité et d'efficience, prenant en compte les enseignements et les connaissances acquis durant la phase préliminaire (phase 1). Cette aide financière a permis aux GIE de tester, ajuster et adopter les bonnes pratiques recommandées par l'intervention et d'obtenir l'adhésion volontaire des ménages au service organisé et payant de collecte des déchets.

1.1.4 Contexte HARMO

Hormis la CTB, les principaux acteurs intervenant dans le secteur de l'environnement à Sikasso sont (i) la Banque Mondiale (BM) avec son projet d'appui aux communes urbaines du Mali (PACUM), (ii) le programme canadien des villes et (iii) la SNV. Malgré une interruption due à la situation politico sécuritaire, les contacts, la cohérence et la recherche de synergie n'ont pas cessé avec ces Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Au démarrage de l'intervention, le conseiller et la BM se sont concertés pour proposer un projet pilote OBA (En anglais, Output Based Aid) de gestion des déchets solides basés sur les résultats et l'implication des opérateurs privés à tous les niveaux de la filière. Cette proposition a donné lieu à la rédaction d'une note conceptuelle¹³ pour Sikasso. Après évaluation¹⁴, l'octroi de la subvention d'un montant de 3.4 US\$ million n'a pas été accordé, du fait de la faiblesse du recouvrement des ressources fiscales mettant en difficulté l'opérateur privé principal contractualisé pour le transport et la gestion du CET.

Au niveau national, les documentations réalisées pour opérationnaliser la stratégie technique, organisationnelle et institutionnelle ont été présentées à l'ensemble des représentations régionales de l'assainissement contrôle des pollutions et des nuisances. Certains documents font partis du guide méthodologique pour l'état des lieux et la planification communale de l'assainissement, dans le cadre de dépenses à moyen terme (CMDT)¹⁵.

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Initialement prévue pour 12 mois, l'intervention, à la demande des institutions de tutelle et des bénéficiaires, a été prolongée de 12 mois supplémentaires.

La 1^{ère} année correspondait à une phase préliminaire de mise en œuvre des mécanismes de gestion, c'est-à-dire à l'accompagnement technique, institutionnel et organisationnel au travers de (i) la préparation et la mise en œuvre d'outils de formation, de documentations spécialisées pour la gestion des installations, des équipements et des services (contrat, cahier des charges), (ii) la création de bases de données, (iii) un échange sud-sud entre la ville de Sikasso et des collectivités territoriales camerounaises (Douala, Yaoundé et Edéa). Le plan d'exploitation du CET et le plan d'action municipal

¹³ Note conceptuelle, BM Nadine Dulac et Esther Loening, BM 2010

¹⁴ Aide-mémoire, Alain Locussol, BM et Nadine Dulac, CTB, 2010

¹⁵ Période 2013-2015 pour la région de Mopti, réalisé par la DNACPN

d'assainissement des quartiers centraux ont également été préparés pendant cette période.

En concertation avec les institutions de tutelle, une deuxième phase de mise en route de la filière a succédé à la phase préliminaire. Un appui logistique a été accordé pour tester et ajuster les mécanismes de gestion à l'échelle du plan d'action municipal d'assainissement. Cet appui a permis d'aider au démarrage, au suivi et à l'évaluation d'un service de pré collecte organisé et durable tout en mettant en situation d'apprentissage les acteurs de la filière.

Durant la phase de mise en route de la filière, le nombre d'opérateurs de l'assainissement ciblés a été modifié passant de 4 à 3. Cette modification est intervenue du fait du nouveau zonage municipal de collecte des déchets solides de Juillet 2013, spécifiant les quartiers ou les secteurs de quartiers affectés à chaque opérateur.

2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

Résultats / Indicateurs	Valeur de la <i>baseline</i>	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaire
OUTCOME : la filière de gestion des déchets ménagers est constituée et opérationnelle dans les quartiers centraux				
Taux d'abonnement dans les quartiers ciblés par l'intervention (%)	entre 5 et 10	50	40	
Taux de recouvrement des redevances (%)	entre 60 et 78	95	92	
Nombre d'avertissements et /ou convocations (par semaine) des ménages qui produisent des déchets et qui refusent d'adhérer	0	10	5	
OUTPUT 1 : Les ménages ont accès à un service de pré-collecte durable, correspondant à leurs ressources mobilisables				
Nombre de campagne de sensibilisation radio délivrée	0	25	25	
Nombre de campagne d'animation locale délivrée	0	21	21	
Les ménages sont répertoriés dans les quartiers d'intervention et les listes des futurs abonnés établies	NON	OUI	OUI	
Nombre de quartiers ciblés	0	6	6	
Nombre de grands dépôts sauvages nettoyés	4/quartier	0/quartier	0/quartier	
Nombre d'équipages à traction asine distribués au GIE sur 16 programmés	NA	16	12	
Nombre de micros entreprises de l'assainissement formées sur 17 programmées	NA	17	17	
OUTPUT 2 : L'enlèvement des ordures ménagères vers la décharge est organisé				
quantités de déchets collectées et enfouies dans le CET en tonnes/mois (en provenance des quartiers centraux)	120	400	390	
nombres de vidanges par semaine des charrettes asines dans les caissons disposés dans les quartiers centraux	entre 20 et 30	< 150	130	
nombre de chiffonniers sensibilisés aux bonnes pratiques de tri et valorisation	0	3	1	
OUTPUT 3 : Les coûts récurrents de l'enlèvement des ordures pré-collectées vers la décharge commencent à être pris en charge par la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères				
décision municipale de la création de la division gestion des déchets et organigramme disponible	indisponible	disponible	disponible	
logiciel de gestion de clientèle disponible	indisponible	disponible	disponible	
accord du conseil municipal relatif au choix du mode de recouvrement	indisponible	disponible	indisponible	
La mairie dépense au moins 6 millions de FCFA pour l'enlèvement des ordures ménagères d'ici la fin 2014 sur fonds propres	0,5	0,5	6 000 000	

2.2 Analyse des résultats

2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact (impact potentiel)?

Impact: Contribuer à l'amélioration durable des conditions d'assainissement des quartiers centraux de Sikasso.

A ce stade, il est prématuré de tirer une conclusion sur l'impact précis de l'intervention. Par contre, il est toutefois évident que l'aboutissement de l'intervention contribuera à se rapprocher de la valeur cible proposée par la politique nationale d'assainissement, qui est d'avoir au moins 50 % des ménages¹⁶ qui adhèrent à un service de pré collecte des ordures ménagères¹⁷ d'ici à 2015.

L'intervention n'a pas prévu d'indicateur sur la perception de l'amélioration du cadre de vie et/ou de la santé. Toutefois, sur un plan qualitatif, il faut noter que l'introduction d'un service de pré collecte des ordures ménagères au porte à porte et régulier contribue significativement à améliorer la salubrité générale des quartiers, en particulier le long des rues et dans les concessions. Les petits tas d'ordures dispersés le long des caniveaux et des rues, où se mélangeaient objets tranchants et contaminés comme les verres, seringues, boîtes métalliques, sont de moins en moins visibles dans la zone d'intervention. Ce qui a un impact sur le cadre de vie des enfants, qui jouissent d'un espace public moins dangereux pour s'amuser. Les dépôts sauvages réhabilités peuvent accueillir désormais des activités plus ludiques, comme le football.

2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

Objectif spécifique (outcome): la filière de gestion des déchets ménagers est constituée et opérationnelle dans les quartiers centraux.

L'objectif spécifique d'établir une filière de gestion des déchets ménagers opérationnel est atteint. Avant l'intervention, le taux d'abonnement à un service d'enlèvement des déchets était compris entre 5 et 10 % des ménages ; ce taux est passé à 40 % en moyenne pour les 6 quartiers centraux, avec un pic à 50 % d'abonnés pour au moins un quartier. Les ménages ont également adhéré au système de redevances obligatoires avec un taux de recouvrement des redevances de 92 % se rapprochant de la valeur ciblée de 95 %.

L'intervention a aussi permis d'organiser les principales parties prenantes qui fonctionnent maintenant en inter relations les unes avec les autres (ménages, GIE, chefs de quartier, division municipale de gestion des déchets, DRACPN). Ce système de gestion fonctionne au niveau technique, organisationnel et institutionnel.

L'intervention a commencé à intégrer d'autres acteurs de la filière comme les chiffonniers ou les producteurs de terreaux et les producteurs de déchets provenant des boutiques et des petits magasins.

¹⁶ Ou famille habitant dans une même concession

¹⁷ 50 % dans les quartiers urbains avec une population de + 50,000 habitants, d'ici à 2015

Le nouveau zonage de collecte des ordures ménagères¹⁸, les campagnes d'information et de sensibilisation, l'utilisation des outils documentaires de planification, de gestion et suivi et l'aide au démarrage¹⁹ ont facilité l'opérationnalisation de la filière.

La principale difficulté a résidé dans la mise en œuvre et la coordination de la procédure de suivi des familles qui refusent d'adhérer. La procédure incluait la participation du service local d'assainissement et du contrôle des pollutions en charge de la constatation des infractions à la loi 01 020 relative aux pollutions et aux nuisances, comme l'infraction pour abandon de déchets solides sur la voie publique.

2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez

Le projet visait trois résultats (outputs). Les textes qui suivent indiquent le niveau de réalisation de chaque résultat à la fin du projet.

Résultat 1 : Les ménages ont accès à un service de pré-collecte durable, correspondant à leurs ressources mobilisables

Ce premier résultat a été complètement atteint. L'adhésion au service d'enlèvement des ordures ménagères par les ménages étant volontaire, l'intervention s'est focalisée sur des activités de proximité. Les principales activités menées ont été les suivantes :

- L'organisation et le déroulement de campagnes de sensibilisation et d'animation locale
- La réalisation des répertoires abonnés potentiels et des abonnés réels
- L'inventaire et le nettoyage des principaux dépôts sauvages dans les quartiers centraux
- L'acquisition d'équipages à traction asine et le lancement du service de pré collecte
- Le renforcement des capacités des GIE en entrepreneuriat

Toutes les réunions de sensibilisation et d'information ont été réalisées en langue bambara avec la participation des chefs de quartier, et des autres dignitaires. Pour pouvoir rassembler le plus grand nombre d'habitants, les réunions se sont tenues le samedi. La mairie a également délivré toutes les campagnes radiophoniques prévues grâce à son partenariat avec les radios locales de la place.

Grace à l'adressage, le travail d'inventaire au porte à porte a permis d'obtenir des répertoires fiables. Seules les zones inondées n'ont pas participé au lancement du service de pré collecte.

Tous les dépôts sauvages²⁰ et accessibles²¹ ont été nettoyés à l'exception des berges du Kotroni, un cours d'eau qui traverse certains quartiers centraux et qui est utilisé comme exutoire naturel. En effet, ce nettoyage dépasse de loin les capacités financières de l'intervention et doit plutôt faire l'objet d'une approche globale pour la gestion des déchets

¹⁸ Un travailleur par zone de collecte

¹⁹ Appuis en équipements et financement du manque à gagner des GIE au démarrage du système

²⁰ Présentant un risque sanitaire pour les populations, c'est-à-dire > 30 m³

²¹ Accès pour les équipements mobiles

liquides de ces quartiers.

Du fait de la réalisation du nouveau zonage de la collecte des ordures, le nombre de GIE habilités à travailler dans les quartiers centraux est passé de 4 à 3. La diminution du nombre de GIE a induit une baisse du nombre de charrettes asines affectées à l'intervention. Cette diminution de charrettes n'a pas eu d'impact sur le taux d'adhésion et sur la disponibilité des équipages de secours²².

Résultat 2 : L'enlèvement des ordures ménagères vers la décharge est organisé

Ce deuxième résultat est celui qui a été le mieux atteint grâce à une très bonne collaboration entre la division municipale de gestion des déchets et le coordinateur du CET. Les caissons amovibles remplis ont été enlevés régulièrement. Les GIE de l'assainissement des quartiers centraux ont scrupuleusement suivi les consignes. Cela a permis d'atténuer le nombre et le volume des dépôts anarchiques. Les quantités de déchets enlevés et évacués vers le CET ont quadruplés. Les principales activités ont été :

- L'acquisition de trois grands caissons ;
- L'amélioration de la plateforme de déchargement des déchets de Wayerma 2 ;
- La sensibilisation et l'appui au déploiement des GIE dans leurs zones de collecte respectives, avec la réalisation de circuits de collecte ;
- L'appui aux micros activités de collecte des déchets des animaux, production de terreau dans la zone pilote.

Facile d'emploi et à un coût d'utilisation compétitif²³, l'intervention a ciblé une utilisation plus généralisée des grands caissons amovibles, consolidant le dispositif en place. Un second dispositif composé d'une rampe d'accès pour le déversement gravitaire a été testé avec succès.

La définition et l'attribution rationnelles des zones de collecte pour les différentes entreprises de pré-collecte ainsi que l'optimisation des circuits à l'intérieur de ces secteurs ont permis de contrecarrer le caractère erratique des parcours des charretiers et d'améliorer nettement la rentabilité de leurs activités.

Résultat 3 : Les coûts récurrents de l'enlèvement des ordures ménagères vers le CET commencent à être pris en charge par une taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Parmi les trois résultats du projet, c'est celui qui a été le moins atteint par manque de participation et d'engagement au niveau du champ politique de la mairie de Sikasso. Malgré l'accord du conseil municipal pour le recouvrement d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères, cette possibilité n'a pas été explorée plus loin. Le bureau n'a pas non plus soutenu le débat initié par l'intervention et la commission municipale du cadre de vie et de l'assainissement sur les modes de financement de la gestion municipale des ordures ménagères. Dans ce contexte, l'intervention s'est focalisée sur la préparation de la documentation préliminaire nécessaire pour accompagner les élus et les acteurs de

²² Chaque GIE a reçu un équipage de secours

²³ Analyse comparative sur les systèmes d'enlèvement des déchets, 2011-2012

l'assainissement dans le choix d'une fiscalité adaptée. Les activités suivantes ont été réalisées :

- La mise en place de la division municipale de gestion des déchets ;
- La facilitation et organisation de la formation sur le logiciel de finances publiques Sim-Ba. Ce logiciel a des fonctions sur les activités taxables ;
- L'analyse avantages –inconvénients des différents modes de financement de la gestion des ordures ménagères ;
- La sensibilisation des ménages et des travailleurs de l'assainissement au principe du pollueur payeur.

2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

Avant l'intervention, la filière n'était pas constituée. Les GIE opéraient de façon autonome et désorganisée. La majorité des chefs de quartier et des ménages ne les connaissaient pas. Certains doutaient de leurs capacités à assurer un service régulier. Les ordures ménagères alimentaient des dépôts sauvages implantés à proximité des habitations. La mairie n'effectuait aucun suivi ni évaluation.

Avec l'atteinte des résultats, en particulier la sensibilisation des ménages, le lancement de la pré-collecte organisée des déchets, la formation à l'entrepreneuriat et un service municipal de gestion des déchets opérationnel, les principaux acteurs ont appris à collaborer ensemble. Le taux d'abonnement des ménages est passé de 7 à 40 % et tous les déchets ramassés sont transportés régulièrement au CET. Le nombre de dépôts sauvages a diminué et les anciens dépôts supprimés.

2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?²⁴

Le principal facteur d'influence de l'intervention a été l'adoption de la proposition d'un appui en expertise sous la forme d'un apprentissage ludique accompagné d'une aide au démarrage. Les travailleurs de l'assainissement ne disposant pas des ressources matérielles pour mettre en application leurs connaissances, l'aide au démarrage a permis de mettre en situation d'exercice réelle les principaux acteurs impliqués dans la filière.

Un autre facteur d'influence a été l'acceptation du nouveau zonage municipal par les travailleurs de l'assainissement.

L'enjeu majeur a été d'accompagner, de manière progressive et ininterrompue, les acteurs à adopter un profil plus entrepreneurial.

2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

Le principal résultat inattendu positif a été la forte implication des leaders locaux (Chefs de quartier, conseillers) aux objectifs de l'intervention. Cela s'est traduit par un taux de participation élevé aux réunions techniques hebdomadaires et le suivi quotidien de l'état des anciens dépôts sauvages nettoyés.

²⁴ Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

Comme résultat inattendu et négatif, il faut noter l'absence de résultat au niveau du champ politique de la Mairie quant à la prise de décision sur le modèle de financement de la gestion des déchets ménagers de la ville de Sikasso. Un autre résultat négatif a été le refus d'un opérateur à se conformer au nouveau zonage municipal²⁵ de collecte des déchets ménagers. Ce même opérateur a également refusé la proposition d'accompagnement mis en place par l'intervention.

2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

2.2.7.1 Genre

L'étude avant l'intervention a montré que l'implication des femmes dans la filière de gestion des déchets solides restait plus faible et plus limitée que celle des hommes. Aucune activité spécifique destinée aux femmes n'a été cependant planifiée pendant l'intervention mais l'opinion et la participation des femmes ont été prises en compte durant toute l'intervention. La participation des femmes aux réunions de sensibilisation et d'information, aux campagnes de nettoyage-balayage et aux événements de renforcement de capacités a été importante. Avant l'intervention, une seule femme faisait partie de la coordination des travailleurs de l'assainissement²⁶ ; ce chiffre a quadruplé en 24 mois.

2.2.7.2 Environnement

L'intervention visait l'amélioration des conditions environnementales moyennant l'optimisation de la pré-collecte, l'augmentation du taux d'abonnement aux services de la pré-collecte et une meilleure gestion et organisation de la collecte secondaire. Les conditions d'exécution de l'intervention s'alignaient avec la politique nationale d'assainissement et la politique nationale de protection de l'environnement, y compris pour la prise en compte des impacts et des nuisances provenant des activités de l'intervention (réaménagement d'un dépôt de transit, emplacement des grands caissons). Avant l'intervention, les déchets finissaient dans les voies d'eaux (collecteurs, cours d'eau) ou éparpillés dans des espaces publics ou privés. Depuis l'intervention, les déchets collectés sont disposés dans des grands caissons et les principaux dépotoirs sauvages ont été réhabilités.

2.2.7.3 Droit des enfants

L'intervention n'a pas prévue d'activité spécifique destinée aux enfants, mais des consignes ont été faites aux parties prenantes pour exclure les jeunes de moins de 16 ans dans les activités réalisées par les GIE. Les enfants sont parmi les premiers bénéficiaires de l'intervention, en particulier les très petits enfants qui jouent dans les cours d'eaux ou sur les voies publiques. Les espaces de leurs jeux ont été nettoyés et les tas d'ordures enlevés, diminuant les risques d'être infectés par des objets tranchants.

²⁵ Décision municipale Aout 2013

²⁶ Sur un total de 20 travailleurs

2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

L'intervention a bénéficié d'une étude de base avant et après l'intervention. Elle n'a pas fait l'objet d'une mission de backstopping car il s'agissait d'une expertise.

L'étude de base a permis d'identifier des indicateurs objectivement vérifiables pour l'objectif spécifique et les trois résultats de l'intervention. Ces indicateurs ont été choisis en fonction des critères SMART. Cette étude a coïncidé avec l'instauration du tableau de bord du monitoring opérationnel (MONOP), permettant ainsi de mieux consolider l'information d'avancement de l'intervention et de mieux suivre l'évolution des valeurs de départ, des valeurs cibles et des valeurs atteintes grâce à l'intervention.

Avant cela, l'intervention utilisait son propre outil de suivi opérationnel. Elle disposait aussi d'un autre document de suivi –évaluation qui est le contrat d'aide au démarrage passé entre l'intervention et les GIE. Le contrat était basé sur des résultats à atteindre ou de conditions à remplir.

3 Durabilité

3.1.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

La viabilité économique et financière des résultats s'est alignée le plus possible avec les recommandations de la politique nationale de l'assainissement (PNA) qui propose les sources de financement distincte pour chacune des étapes de la filière de gestion des ordures ménagères. L'intervention s'est focalisée sur les étapes de la pré-collecte et du transport au CET des déchets. En effet, une étude sur la viabilité économique et financière a été réalisée en 2008 recommandant un partenariat public privé pour la gestion du CET.

Pour la pré-collecte, les dépenses de fonctionnement et le renouvellement des charrettes asines sont à la charge des usagers, qui, pour un service²⁷ rendu, paient une redevance mensuelle directement à un opérateur. Le montant de la redevance²⁸ est resté inchangé pendant l'intervention. Le suivi des comptes d'exploitation a montré qu'après 5 mois d'activité, les dépenses courantes étaient couvertes par les redevances perçues. Néanmoins, ces recettes ne couvrent pas le renouvellement des équipements, ce qui diminue la viabilité économique et financière. L'augmentation de la redevance n'a pas été envisagée par les GIE et la mairie ; la principale raison citée par les deux acteurs était le besoin d'une période de réflexion sur la faisabilité du système de la pré-collecte.

Pour le transport des déchets vers le CET, la PNA prévoit que les dépenses soient à la charge des usagers. Il faut noter qu'avant et pendant l'intervention, ces dépenses ont été financées par le budget national via la DRACPN. Les activités développées pour le résultat 3 n'ont pas permis de transférer ces dépenses au niveau des usagers. Malgré des difficultés dans l'atteinte du résultat, l'intervention a réalisé les listes des abonnés et l'inventaire des utilisateurs des équipements de collecte secondaire. Grâce à l'intervention, il est maintenant possible de mettre en place une tarification par utilisateur et au prorata des quantités de déchets enlevés.

Le principal risque encouru après l'intervention est le refus des travailleurs de l'assainissement et des ménages d'augmenter le montant de la redevance mensuelle, en dépit du fait que ce montant est resté inchangé depuis plus de quatorze ans. Un autre risque est le manque de volonté politique et la réticence de la mairie à soutenir cette augmentation et les modalités de recouvrement à mettre en place (résultat 3).

Pour atténuer ce risque, l'intervention préconise plus de campagnes de sensibilisation et d'information et un engagement politique de la mairie de Sikasso. Une autre mesure est de choisir des options technologiques pour la pré-collecte et le transport les moins coûteuses en termes d'entretien et de fonctionnement. Dans le cas du transport des déchets, le système caisson amovible avec camion ampliroll est le plus abordable.

A moyen terme, la viabilité économique et financière passera par une meilleure intégration du recyclage et de la transformation des matières organiques le plus proche

²⁷ Basé sur le volontariat

²⁸ Fixée à 1000 FCFA/mois depuis l'année 2000

possible des lieux de production des déchets et sous réserve que des terrains publics soient disponibles au niveau des quartiers²⁹.

3.1.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

A l'instar des autres interventions de renforcement de capacités, il est difficile d'évaluer le degré d'appropriation des connaissances par les groupes cibles. Néanmoins, selon les fiches d'évaluations remplies par les bénéficiaires, il ressort que les formations ont été bien comprises et jugées utiles. Les programmes de formation et d'apprentissage ont tous été préparés en fonction de la demande des bénéficiaires. Durant la deuxième phase de l'intervention, la mise en œuvre de la filière de gestion des déchets dans les quartiers centraux répondaient aussi à une demande des bénéficiaires.

D'après l'évaluation du changement³⁰, les bénéficiaires sont passés de l'étape de changement de la prise de conscience à l'expérimentation/exploration puis à la mise en œuvre –adoption.

Le risque potentiel auquel pourraient faire face les groupes cibles est un niveau de concertation et de responsabilité faible, conduisant à affaiblir le système qui évolue en interdépendance (filière). La mesure d'atténuation prise est la constitution d'un cadre de concertation fonctionnel.

3.1.3 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

L'intervention PAEX, qui est une expertise, n'a pas bénéficié du pilotage stratégique via une SMCLou du pilotage technique via un CTOS. L'intervention a été gérée directement par la Représentation de la CTB avec les structures maliennes partenaires (DRACPN et Mairie).L'intervention avait une double tutelle, avec la direction régionale de l'assainissement et du contre des pollutions et des nuisances comme tutelle technique et avec la mairie, comme tutelle administrative.

La commune de Sikasso, maître d'ouvrage de l'assainissement et responsable principal de la mise en œuvre de la politique nationale d'assainissement et de la stratégie nationale de gestion des déchets solides au niveau local a renforcé son dispositif organisationnel avec la création d'une division de gestion des déchets. Au niveau des élus, la commission cadre de vie et assainissement, a accompagné l'intervention durant toutes les activités de sensibilisation de proximité. La principale difficulté a été de consolider les avancées obtenues au niveau de la division (renforcement technique, organisationnelle) et au niveau de la commission (renforcement institutionnel) avec le niveau du bureau communal. En dépit d'un rapportage régulier et documenté, l'instance politique principale de la mairie n'a pas analysé ces informations et recommandations. Cela a entraîné des retards dans la réalisation de l'activité relative à la préparation et au lancement d'une tarification pour la gestion des déchets. Le principal résultat tangible est l'installation et l'utilisation du logiciel de comptabilité et de finance des collectivités territoriales qui

²⁹ Pour diminuer les coûts de transport

³⁰ Consultant indépendant étude de référence et après intervention

dispose d'une fonctionnalité sur les activités taxables, comme l'activité d'enlèvement et transport des déchets.

La direction régionale de l'assainissement et du contrôle des pollutions et des nuisances (DRACPN), responsable de la coordination et du contrôle de la mise en œuvre des politiques d'assainissement, a renforcé, grâce à l'intervention, son dispositif organisationnel et technique au niveau du CET et au niveau de la collecte secondaire. Cela s'est traduit par une augmentation significative des déchets évacués vers le CET.

3.1.4 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Au terme des quatre années d'appui en expertise, l'intervention a permis d'améliorer les capacités de tous les principaux acteurs (ménages, chefs de quartier, gérant de GIE, manœuvre de GIE, service technique de la mairie, conseil communal, SACPN, DRACPN et CET), impliqués dans la filière. S'agissant d'une filière c'est à dire de plusieurs acteurs concourant, d'amont en aval, à la réalisation d'un ou plusieurs services en même temps, le risque potentiel est que plusieurs d'entre eux réduisent leurs engagements ou leurs participations communes en même temps. Pour atténuer ce risque, il faut un cadre de concertation fonctionnel et comprenant aussi les acteurs de la santé publique, de l'agriculture et de la promotion de la femme.

L'intervention a permis :

- Le renforcement du service technique de la mairie avec la constitution de sa division de gestion des déchets devenue progressivement opérationnelle en termes de capacités techniques et organisationnelles et suffisamment compétente pour coordonner et suivre les étapes de la pré-collecte et de la collecte secondaire de la filière de gestion des déchets solides.
- le renforcement du service comptabilité et finance de la mairie en introduisant un système informatisé de gestion des finances publiques comprenant les fonctionnalités pour les activités taxables relatives à la gestion des déchets ménagers.
- le transfert de capacités techniques organisationnelles et entrepreneuriales aux gérants des GIE.
- La sensibilisation des ménages et des leaders locaux (i) aux pratiques domestiques adéquates en matière de conditionnement et de pré stockage temporaire des ordures ménagères, (ii) au règlement sanitaire contre les déversements anarchiques et (iii) au principe du pollueur payeur.
- L'organisation de la filière de gestion des ordures ménagères en impliquant tous les acteurs concernés et en précisant leurs rôles et attributions respectifs.

4 Apprentissage

4.1 Enseignements tirés

La place de la pré-collecte est pleinement justifiée dans la filière de gestion des déchets solides

La pré-collecte est une étape incontournable dans la gestion des déchets ménagers au Mali et elle doit être consolidée. Basée sur un service de proximité, elle est adaptée aux modes culturels et elle permet une collaboration et une articulation accrues entre les ménages, les femmes, les dignitaires des quartiers et les opérateurs de la pré-collecte. L'articulation financière se base sur le principe du pollueur payeur, qui est relativement bien assimilé par les populations maliennes. La durabilité et l'efficacité des services rendus par les travailleurs de l'assainissement passent par l'adoption de mécanismes de gestions organisationnelles et techniques sous peine de décevoir les abonnés et de compromettre le paiement des redevances.

Les partenaires techniques et financiers doivent accorder suffisamment de temps

La dimension temporelle est fondamentale pour accompagner le changement et les évolutions des ménages et des acteurs de terrain. L'accompagnement sur une durée plus longue que celle d'un cycle de projet est recommandé. L'amont de la gestion des déchets ménagers repose en effet sur une intense mobilisation des acteurs du terrain ainsi que sur des évolutions essentielles dans les pratiques domestiques quotidiennes et les comportements individuels et collectifs. L'application de la réglementation et des politiques publiques nécessitent suffisamment de temps. A Sikasso, l'implication de la coopération belge au développement pendant 14 ans a permis la constitution et la consolidation de la filière³¹ (étape pré collecte, étape transport-dépôts-étape CET).

La professionnalisation des petits opérateurs comme marque de modernité

Au-delà du modèle de modernité technologique³² auquel beaucoup d'opérateurs aspirent, la professionnalisation des travailleurs de l'assainissement passe par l'appropriation des démarches méthodologiques et des outils de gestion³³, qui leur permettra d'accéder au profil d'entrepreneur. Ce changement doit s'accompagner d'une clarification de leurs statuts, certains opérateurs se considérant d'utilité publique³⁴ et d'autres de bénéficiaires d'aides ou subventions³⁵.

La planification spatiale des interventions et la modélisation de la pré-collecte

La définition et l'attribution rationnelles de secteurs d'intervention pour les différentes entreprises de pré-collecte (zonage) et la réalisation de circuits de collecte sont les changements de pratiques pour obtenir des seuils d'efficacité et d'efficience. La consolidation de l'étape de la pré-collecte passe par un changement de pratique de type

³¹ Dans les quartiers centraux

³² Pré collecte motorisé comme symbole de modernité

³³ Gestion du personnel, gestion compte exploitation, gestion des abonnés

³⁴ Et ainsi ne devant pas payer des taxes locales

³⁵ Locales, provenant des PTF

improvisation (avec des distances parcourues élevées et l'occupation du temps non rationnelle) à une approche basée sur des circuits de collecte optimisés et une fréquence de collecte respectée.

Le choix de matériel adapté aux spécificités locales

Le choix d'équipements de pré collecte mécanisés comme preuve de changement ou de modernité n'est pas une évidence. La mécanisation passe par une augmentation significative de la redevance mensuelle d'abonnement et l'appropriation des principes de l'entreprenariat. L'amélioration des charrettes asines, l'augmentation de l'efficacité des tournées de pré-collecte, la réduction de la pénibilité et l'amélioration de l'image des charretiers sont autant d'éléments pour moderniser la profession.

Le recours aux récipients et au bon sens.

La question de l'acquisition de poubelles par les ménages³⁶ est apparue non essentielle au fur et à mesure de la mise en œuvre de la pré-collecte systématique des ordures ménagères. Le recours à des seaux ou des sacs recyclés est tout aussi efficace si les récipients sont hermétiques et enlevés fréquemment.

La responsabilité de la gestion des points de regroupement (caissons amovibles ou dépôts de transit) doit revenir au maître d'ouvrage

Les emplacements des points de regroupement doivent être sur le domaine public et sous la maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale. C'est également la mairie qui a la possibilité d'introduire un mode de financement pérenne pour leurs exploitations et leurs renouvellements.

³⁶ Ou la subvention par des partenaires techniques et financiers

4.2 Recommandations

Recommandations	Source	Public cible
Fonctionnement général de PAEX	1.2 Changement significatif dans la stratégie d'intervention	
Prévoir plus de ressources (temps, fonctionnement) dès lors que le renforcement de capacités cible des collectivités territoriales		Comité des Partenaires
Nommer un cadre catégorie A comme point focal de référence de la collectivité territoriale		Partenaire malien
Fonctionnement technique	2.2.2 Dans quelle mesure l'objectif spécifique a-t-il été atteint	
Poursuivre et intensifier la sensibilisation des ménages et des autres producteurs de déchets assimilables à l'adhésion à un service de pré collecte		Mairie, SACPN
Intégrer progressivement l'ensemble des acteurs, une fois leurs rôles et mandats reconnus		Cadre de concertation
Utiliser tous les outils documentaires de gestion		Travailleurs de l'assainissement
	2.2.3 Dans quelle mesure des résultats ont-ils été atteints	
Expliquer et proposer des exercices de simulation en relation avec les conditions de l'aide au démarrage destinée aux travailleurs de l'assainissement		CONFIDES-
Promouvoir les échanges d'information entre dignitaires de quartiers sur le thème de la gestion des déchets		CONFIDES
Promouvoir la divulgation des règlements et politiques nationales en gestion des déchets en langue bambara (au niveau des quartiers)		SACPN, Mairie
Améliorer la communication technique entre le service municipal de la gestion des déchets et le service du CET		Mairie et DRACPN
Introduire une redevance ou une taxe pour l'utilisation des caissons		DRACPN
Suivi –évaluation	Dans quelle mesure M&E et les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats	

Recommandations	Source	Public cible
Divulguer l'approche basée sur les résultats auprès des partenaires et des bénéficiaires		CONFIDES
S'assurer que l'équipe des piquets d'hygiène soit disponible pour continuer à collecter les données du suivi évaluation		Mairie
Transmettre en fin de mois les données relatives aux taux d'abonnés et de recouvrement des redevances		Travailleurs de l'assainissement
Appui Institutionnel	Quel a été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction	
Promouvoir la communication sur la gestion intégrée et durable des déchets au sein du conseil municipal		mairie
Réagir aux analyses et propositions découlant du cadre d'action		bureau du conseil

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

1 Suivi des décisions prises par la SMCL

Cette information n'est pas disponible pour cette intervention car il s'agit d'un appui en Expertise.

2 Dépenses

Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0401511

Project Title : **Programme d'appui en expertise à l'état malien**
 Budget Version: **I07**
 Currency : **EUR** Year to month : 31/12/2014
 YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2013	Expenses 2014	Total	Balance	% Exec
A APPUI EN EXPERTISE			3.011.615,75	2.867.805,83	129.906,02	2.997.711,85	13.903,90	100%
01 Consultance			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
01 Consultants internationaux		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
02 Consultants nationaux		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
02 Appui logistique			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
01 Matériel informatique CNSOLER		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
02 Équipement Éolien Tombouctou		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
03 Matériel informatique DNH		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
04 Matériel informat. & bureaut. suivi PRODESS		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
05 Fonctionnement suivi PRODESS		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
03 Suivi PADSS MOPTI			552.643,36	552.643,36	0,00	552.643,36	0,00	100%
01 Expert Technique International		REGIE	417.533,21	417.533,21	0,00	417.533,21	0,00	100%
02 Expert Technique National		REGIE	79.303,70	79.303,70	0,00	79.303,70	0,00	100%
03 Equipement		REGIE	12.419,20	12.419,20	0,00	12.419,20	0,00	100%
04 Fonctionnement		REGIE	43.387,25	43.387,25	0,00	43.387,25	0,00	100%
04 Appui CNSOLER			42.898,54	42.898,54	0,00	42.898,54	0,00	100%
01 Honoraires consultant		REGIE	19.527,00	19.527,00	0,00	19.527,00	0,00	100%
02 Matériel informatique		REGIE	3.497,18	3.497,18	0,00	3.497,18	0,00	100%
03 Équipement éolien Tombouctou		REGIE	14.226,93	14.226,93	0,00	14.226,93	0,00	100%
04 Fonctionnement		REGIE	5.647,43	5.647,43	0,00	5.647,43	0,00	100%
05 Appui DNH			30.450,36	30.450,36	0,00	30.450,36	0,00	100%
		REGIE	3.600.000,00	3.017.556,82	134.248,25	3.151.805,07	448.194,93	88%
		COGEST						
		TOTAL	3.600.000,00	3.017.556,82	134.248,25	3.151.805,07	448.194,93	88%



Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0401511 Printed on maandag 09 maart 2015

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0401511

Project Title : **Programme d'appui en expertise à l'état malien**

Budget Version: **I07**

Currency : **EUR** Year to month : **31/12/2014**

YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2013	Expenses 2014	Total	Balance	% Exec
01 Honoraires consultants		REGIE	17.800,00	17.800,00	0,00	17.800,00	0,00	100%
02 Matériel informat. & logiciel Mapinfo 8.0		REGIE	7.250,00	7.250,00	0,00	7.250,00	0,00	100%
03 Fonctionnement		REGIE	5.400,36	5.400,36	0,00	5.400,36	0,00	100%
06 Appui Ministère de l'Agriculture			567.283,74	567.283,74	0,00	567.283,74	0,00	100%
01 Expert Technique International		REGIE	426.382,97	426.382,97	0,00	426.382,97	0,00	100%
02 Equipement		REGIE	28.988,40	28.988,40	0,00	28.988,40	0,00	100%
03 Fonctionnement & divers		REGIE	111.912,37	111.912,37	0,00	111.912,37	0,00	100%
07 Approche Sectorielle & Appui Budgétaire Sectoriel Santé			311.347,36	311.347,36	0,00	311.347,36	0,00	100%
01 Assistant Technique International		REGIE	110.295,83	110.295,83	0,00	110.295,83	0,00	100%
02 Personnel National (01 Secrétaire + 01 Gestionnaire)		REGIE	5.488,16	5.488,16	0,00	5.488,16	0,00	100%
03 Consultants ponctuels		REGIE	49.739,28	49.739,28	0,00	49.739,28	0,00	100%
04 Équipement bureau		REGIE	21.798,86	21.798,86	0,00	21.798,86	0,00	100%
05 Fonctionnement (fournitures, voyages, formation, diffusion,		REGIE	124.025,23	124.025,23	0,00	124.025,23	0,00	100%
08 Appui études de faisabilité parc éolien Tombouctou			152.339,17	152.339,17	0,00	152.339,17	0,00	100%
01 Honoraires (experts internationaux et nationaux)		REGIE	87.010,00	87.010,00	0,00	87.010,00	0,00	100%
03 Voyages -Missions-Atelier		REGIE	9.358,73	9.358,73	0,00	9.358,73	0,00	100%
05 Équipements + Logiciel		REGIE	55.970,44	55.970,44	0,00	55.970,44	0,00	100%
09 Stratégie d'exploitation décharge Sikasso			21.220,00	21.220,00	0,00	21.220,00	0,00	100%
01 Honoraires consultants		REGIE	21.220,00	21.220,00	0,00	21.220,00	0,00	100%
02 Déplacement - Atelier		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
10 Renforcement dynamiques Économie Solidaire			190.130,27	190.130,27	0,00	190.130,27	0,00	100%
		REGIE	3.600.000,00	3.017.556,82	134.248,25	3.151.805,07	448.194,93	88%
		COGEST						
		TOTAL	3.600.000,00	3.017.556,82	134.248,25	3.151.805,07	448.194,93	88%



Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0401511 Printed on maandag 09 maart 2015

page: 2

Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0401511

Project Title : **Programme d'appui en expertise à l'état malien**

Budget Version: **107**
 Currency : **EUR**
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2014

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2013	Expenses 2014	Total	Balance	% Exec
01 Appui aux Initiatives d'Économie Solidaire		REGIE	190.130,27	190.130,27	0,00	190.130,27	0,00	100%
11 Prolongation appui CPS/ MINAGRI			222.342,46	222.853,16	0,00	222.853,16	-510,70	100%
01 Expert Technique International		REGIE	221.016,15	221.176,22	0,00	221.176,22	-160,07	100%
02 Investissement		REGIE	1.326,31	1.676,94	0,00	1.676,94	-350,63	126%
12 Expertise gestion décharge de Sikasso			745.759,30	601.438,68	129.892,52	731.331,20	14.428,10	98%
01 Expert technique International		REGIE	605.659,30	499.989,25	110.237,02	610.226,27	-4.566,97	101%
02 Équipement		REGIE	2.500,00	2.586,84	0,00	2.586,84	-86,84	103%
03 Fonctionnement		REGIE	49.500,00	41.015,90	10.096,09	51.111,99	-1.611,99	103%
04 Appuis logistiques		REGIE	88.100,00	57.846,69	9.559,41	67.406,10	20.693,90	77%
13 Appui Ministère de l'Industrie et du Commerce			175.201,19	175.201,19	13,50	175.214,69	-13,50	100%
01 Expert Technique International		REGIE	164.701,47	164.701,47	0,00	164.701,47	0,00	100%
02 Investissement		REGIE	2.157,44	2.157,44	0,00	2.157,44	0,00	100%
03 Fonctionnement		REGIE	8.342,28	8.342,28	13,50	8.355,78	-13,50	100%
Z UNALLOCATED FUNDS			588.384,25	149.750,99	4.342,23	154.093,22	434.291,03	26%
01 Unallocated Funds			588.384,25	149.750,50	4.341,69	154.092,19	434.292,06	26%
01 Balance for new exp.		REGIE	434.932,31	4.069,22	0,00	4.069,22	430.863,09	1%
02 02 Chauffeurs AT		REGIE	24.656,43	24.656,43	0,00	24.656,43	0,00	100%
03 Fonctionnement véhicules AT		REGIE	37.591,04	36.219,00	885,91	37.104,91	486,13	99%
04 02 Véhicules 4x4		REGIE	50.000,00	50.053,66	0,00	50.053,66	-53,66	100%
05 01 Véhicule 4X4 expertise décharge Sikasso		REGIE	25.000,00	22.510,32	0,00	22.510,32	2.489,68	90%
06 01 Chauffeur expertise décharge Sikasso		REGIE	16.204,47	12.241,87	3.455,78	15.697,65	506,82	97%
		REGIE	3.600.000,00	3.017.556,82	134.248,25	3.151.805,07	448.194,93	88%
		COGEST						
		TOTAL	3.600.000,00	3.017.556,82	134.248,25	3.151.805,07	448.194,93	88%



3 Taux de décaissement de l'intervention

L'action pilote concerne les lignes : A_12 ; Z_05_01 et Z_06_01

Source de financement	Budget cumulé en euros	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	786.963,77	769.539,17	97,79%	Toutes les activités prévues ont été réalisées.
Contribution du pays partenaire	La contribution de l'Etat inscrite dans la loi des finances de 2010 à 2104 est évalué respectivement à 83 846,96 € ; 92 231,66 € 92 231,66 € 94 998,61 €			Cette contribution sert à financer essentiellement les frais carburant et entretien pour le fonctionnement de deux camions ampliroll. <i>Nous n'avons pas d'information sur l'exécution de cette dépense</i>
Autre source PAREC : Audit Organisationnel, technique et participation au salon POLLUTEC :	32.557 Euros	20.224,95 Euros	62%	La mise en œuvre de cette activité a été interrompue par la crise politique de 2012.

4 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
1. Personnel national mis à disposition par le pays partenaire : Technicien hygiène assainissement, Aboubacar Sidiki Koné	M	
2. Personnel d'appui, recruté localement par la CTB : Chauffeur, GuindoHarouna RAF, HarounaSidibé Caissière, Malado Keita	M M F	à partir du 15 Août 2010, contrat à durée indéterminée
3. Personnel de formation, recruté localement : Formateur, Bakary Diallo	M	
4. Personnel international (hors CTB) :		
5. Experts internationaux (CTB) : ATI –Conseiller, Nadine Dulac	F	15/8/2010 au 01/8/2014

5 Marchés publics

Numéro du marché	Intitulé du marché	Breve description du marché	Type de marché	Montant euros	Mode d'exécution	Fournisseur	Mode de passation	Etat avanceme nt	Date(s) / Période(s) d'Attribution	Date(s) / Période(s) d'Exécution
MLI0401511	Analyse de la situation après intervention	comparaison entre l'analyse avant et après intervention-évaluation de l'évolution des indicateurs de suivi	services	4 161	régie	Bakary Diallo	Procédure négociée	Entièrement réalisé	12/07/2013	26/08/13 au 15/05/2014
MLI0401511	Fournitures de charrettes asines, grands caissons et brouettes	matériels spécialisés	biens	28 000	régie	METAL SOUDAN et KENE FORGE	Procédure négociée	Entièrement réalisé	4/9/2013	45 jours à la signature
MLI0401511	Service d'un vétérinaire pour la sélection et le suivi des ânes	suivi médical des ânes, utilisé en traction animale	services	519	régie	Abdoulaye Bamba	Procédure négociée	Entièrement réalisé	31/11/2013	1/11/2013 au 30/04/2014
2013/008	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Enquête au porte à porte /identification des ménages	services	152.5	régie	Sangare Chiata	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Montant euros	Mode d'exécution	Fournisseur	Mode de passation	Etat avancement	Date(s) / Période(s) d'Attribution	Date(s) / Période(s) d'Exécution
2013/002	Enquête au porte à porte /identification des ménages/suivi	Enquête au porte à porte /identification des ménages	services	610	régie	Quattara Daouda	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/05/2014
2013/003	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Enquête au porte à porte /identification des ménages	services	76	régie	Traoré Mamadou	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/004	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Enquête au porte à porte /identification des ménages	services	168	régie	Modibo Barry	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/012	Sensibilisation et suivi des activités communication avec les populations	Sensibilisation et suivi des activités communication avec les populations	services	169	régie	Togola Salia	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/014	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Sensibilisation et suivi des activités communication avec les populations	services	329	régie	Berthé Abdoul	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/006	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Enquête au porte à porte /identification des ménages	services	168	régie	Aminata Berthé	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Montant euros	Mode d'exécution	Fournisseur	Mode de passation	Etat avancement	Date(s) / Période(s) d'Attribution	Date(s) / Période(s) d'Exécution
2013/009	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Sensibilisation et suivi des activités communication avec les populations	services	245.5	régie	Sanogo Souleymane	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/010	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Sensibilisation et suivi des activités communication avec les populations	services	168	régie	Diamoutene Youssouf	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/013	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Sensibilisation et suivi des activités communication avec les populations	services	316	régie	Sylla Abdoulaye	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/015	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Sensibilisation et suivi des activités communication avec les populations	services	517	régie	Alhamdou Traoré	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/016	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Sensibilisation et suivi des activités communication avec les populations	services	229	régie	LY Gausso	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Montant euros	Mode d'exécution	Fournisseur	Mode de passation	Etat avancement	Date(s) / Période(s) d'Attribution	Date(s) / Période(s) d'Exécution
2013/020	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Sensibilisation et suivi des activités communication avec les populations	services	334	régie	Keita Souleymane	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/017	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Enquête au porte à porte /identification des ménages	services	403	régie	Yattara Abdoulaye Bah	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/018	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Enquête au porte à porte /identification des ménages	services	980	régie	Aboubacar Sidiki KONE	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/019	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Enquête au porte à porte /identification des ménages	services	258	régie	Emile DEMBELE	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/007	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Enquête au porte à porte /identification des ménages	services	76	régie	Berthé Ismaila	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/005	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Enquête au porte à porte /identification des ménages	services	76	régie	Diallo Ibréhima	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description du marché	Type de marché	Montant euros	Mode d'exécution	Fournisseur	Mode de passation	Etat avancement	Date(s) / Période(s) d'Attribution	Date(s) / Période(s) d'Exécution
2013/001	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Enquête au porte à porte /identification des ménages	services	152.5	régie	Ouattara Oumar	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
2013/011	Enquête au porte à porte /identification des ménages	Enquête au porte à porte /identification des ménages	services	206	régie	Ouattara Siaka	TDR	Entièrement réalisé	24/06/2013	24/06/2013 au 15/02/2014
MLI0401511	réhabilitation du dépôt de transit de Wayerma 2	réaménagement du dépôt existant: bétonnage, rampe, clôture, bordure végétale	travaux	1 491	régie	Entreprise Bengaly	Procédure négociée	Entièrement réalisé	10/7/2013	15/7/2013 à 31/07/2013

6 Accords d'exécution

Cette information n'est pas disponible pour cette intervention car il s'agit d'un appui en Expertise.

7 Équipements

Les équipements acquis durant l'intervention sont les suivants :

Type d'équipement	Coût en Euro		Date de livraison		Remarques
	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
4 caissons amovibles	5000	4954,59	oct-13	oct-13	Donation faite à DRACPN
04 charrettes asines améliorées	1500	1274,47	avr-12	avr-12	Donation faite à DRACPN
12 charrettes asines améliorées	4500	3681,78	nov-13	nov-13	Donation faite à DRACPN
3 caissons amovibles de grande capacité	22000	21940,15	sept-13	sept-13	Donation faite à DRACPN
20 brouettes	2000	1905,50	oct-13	oct-13	Donation faite à DRACPN
1 ordinateur portable	1000	580,93	mars-14	mars-14	Donation faite à DRACPN
Hilux Double Cabine : LAN25L - PRMDEN 9518 AAT	25000	21342,86	déc-09	déc-09	Bon état
Ordinateur Portable TOSHIBA SATELLITE	1500	1295,82	nov-10	nov-10	Bon état

Type d'équipement	Coût en Euro		Date de livraison		Remarques
	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
Climatiseur SPLI SHARP 1,5 CV		350,63	sept-10	sept-10	Bon état
Tableau Blanc Mural GF 2m/1m		190,56	sept-10	sept-10	Bon état
Fauteuil demi ministre		213,43	sept-10	sept-10	Bon état
03 chaises Visiteurs		194,37	sept-10	sept-10	Bon état
Ventilateur Plafonnier		38,11	sept-10	sept-10	Bon état
Poste Simple PANASONIC KX-T2375		54,88	sept-10	sept-10	Bon état
Imprimante Canon MF4450		426,86	juin-11	juin-11	en panne
Téléphone Thuraya N° appel 00 88216 555 32494	1336,75	1336,75	mai-13	mai-13	Bon état
Groupe électrogène 6,5 K W, 380 Volts		748,91	mai-11	mai-11	Bon état

8 Cadre logique original tiré du DTF :

Cette information n'est pas disponible pour cette intervention car il s'agit d'un appui en Expertise.

9 Matrice de monitoring complète

Cette information n'est pas disponible pour cette intervention car il s'agit d'un appui en Expertise.

10 Outils et produits

- Note conceptuelle pour un projet pilote de gestion des déchets solides à Sikasso, selon l'approche de l'aide basée sur les résultats, Aout –Septembre 2010 avec Esther Loening, Banque Mondiale.
- 20 modules de formation-capitalisation sur la gestion intégrée et durable des déchets, Février 2011.
- 5 vidéos avec un support Windows sur le voyage d'études au Cameroun relatif à la gestion des CET, l'enlèvement des ordures ménagères, le balayage et la réparation des équipements, en collaboration avec l'entreprise privée HYSACAM, Juin 2011.
- Guide méthodologique pour l'état des lieux et la planification communale de l'assainissement, dans le cadre de dépenses à moyen terme (CMDT), Décembre 2011 avec Yannick Pradelle.
- Contrat d'aide au démarrage basé sur les résultats pour la pré collecte des ordures ménagères, Février 2012
- Film diffusé sur la TV nationale malienne et sur les sites Web Youtube et CTB, relatant le lancement de la dernière activité de renforcement des capacités par l'apprentissage et la donation d'équipements spécialisés. Cette activité a été réalisée avec l'appui d'un expert junior en communication. Après la diffusion de ce film, des communes ou des organisations³⁷ ont demandé des compléments d'information sur l'approche adoptée.
- Guide sur l'entreprenariat dans le domaine de la gestion des déchets solides, de la valorisation et du recyclage, réalisé par WASTE. Ce guide a été utilisé et diffusé aux opérateurs de Sikasso impliqués dans la collecte des ordures ménagères, la valorisation et le recyclage, durant la formation à l'entreprenariat, Décembre 2013.

³⁷ Kati, Koulikoro, état comorien, délégation de l'union européenne au Mali